

Chambre des Représentants

SESSION 1964-1965.

17 DÉCEMBRE 1964.

BUDGET

du Ministère de l'Intérieur
et de la Fonction publique
pour l'exercice 1965.

AMENDEMENTS
PRESENTES PAR LE GOUVERNEMENT.

*A Monsieur le Président
de la Chambre des Représentants.*

Bruxelles, le 16 décembre 1964.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous avons l'honneur de vous transmettre une note relative à des amendements que M. le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique propose d'apporter au projet de budget de son Département pour l'exercice 1965.

Ils se traduisent par une augmentation de 6 500 000 francs des crédits sollicités au Titre I — Dépenses ordinaires.

Ensuite de ces amendements, ledit projet de budget s'élèvera à la somme de 11 155 800 000 francs en dépenses ordinaires.

Ces amendements n'exercent aucune influence sur le total des dépenses extraordinaires (art. 8 et 9 du projet de loi).

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.

*Le Ministre des Finances,
A. DEQUAE.*

*Le Ministre, Adjoint aux Finances,
H. DERUELLES.*

Voir :

4-VIII (1964-1965) :

- N° 1 : Budget.
- N° 2 : Rapport (Crédits afférents à l'Intérieur).
- N° 3 : Rapport (Crédits afférents à la Fonction publique).

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1964-1965.

17 DECEMBER 1964.

BEGROTING

van het Ministerie van Binnenlandse Zaken
en van het Openbaar Ambt
voor het dienstjaar 1965.

AMENDEMENTEN
VOORGESTELD DOOR DE REGERING.

*Aan de heer Voorzitter
van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.*

Brussel, 16 december 1964.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

We hebben de eer U een nota over te maken aangaande amendementen die de heer Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt voorstelt aan te brengen bij het begrotingsontwerp van zijn Departement voor het dienstjaar 1965.

Zij geven aanleiding tot een vermeerdering van 6 500 000 frank der op Titel I — Gewone uitgaven — aangevraagde kredieten.

Ingevolge die amendementen zal het begrotingsontwerp de som van 11 155 800 000 frank in gewone uitgaven belopen.

Die amendementen oefenen geen invloed uit op het totaal der buitengewone uitgaven (art. 8 en 9 van het wetsontwerp).

Gelieve, Mijnheer de Voorzitter, de betuiging onze hoogachting te aanvaarden.

*De Minister van Financiën,
A. DEQUAE.*

*De Minister, Adjunct voor Financiën,
H. DERUELLES.*

Zie :

4-VIII (1964-1965) :

- N° 1 : Begroting.
- N° 2 : Verslag (Kredieten betreffende de Binnenlandse Zaken).
- N° 3 : Verslag (Kredieten betreffende het Openbaar Ambt).

A. — PROJET DE LOI.

Titre I. — Dépenses ordinaires.

Art. 3bis (nouveau).

Insérer un article 3bis (nouveau), libellé comme suit :

« Par dérogation aux dispositions de l'article 30 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, peuvent être reportés aux exercices subséquents, les disponibles que laissera à la clôture de l'exercice 1965 le crédit prévu à l'article 17-b (nouveau) du budget du Ministère de l'Intérieur pour 1965.

» Ces disponibles peuvent être utilisés à couvrir des dépenses de même nature quel que soit l'exercice auquel elles appartiennent. »

B. — TABLEAUX.

Section I. — Intérieur.

CHAPITRE I. — DEPENSES D'ADMINISTRATION GENERALE.

Art. 17.

1. — Au littéra a) — Dépenses diverses d'administration (y compris les frais de réception et la rémunération éventuelle de personnel de renfort dont la place n'est pas prévue au cadre) (p. 6) :

Porter le crédit de :

« 300 000 francs »,

à :

« 500 000 francs ».

(Augmentation de 200 000 francs.)

2. — Insérer un littéra b (nouveau), libellé comme suit :

« b) Dépenses diverses d'administration et de redevances à payer à d'autres départements ministériels ou organismes, relatives aux devoirs et obligations qui découlent de l'application de la loi du 3 juin 1964 portant statut des objecteurs de conscience. »

Crédit sollicité : 2 800 000 francs.

CHAPITRE IV. — AUTRES DEPENSES.

Art. 28. — Dépenses courantes (p. 10) :

Insérer un littéra 18 (nouveau), libellé comme suit :

« 18. Dépenses généralement quelconques résultant de la prise en charge par la Protection Civile des objecteurs de conscience à savoir : l'enrôlement, les soldes, la nourriture, l'équipement, les frais de voyage, les frais médicaux et les frais de loisir d'une centaine d'objecteurs dans les colonnes mobiles. »

Crédit sollicité : 3 500 000 francs.

A. — WETSONTWERP.

Titel I. — Gewone uitgaven.

Art. 3bis (nieuw).

Een artikel 3bis (nieuw) invoegen, dat luidt als volgt :

« In afwijking van het bepaalde in artikel 30 van de wet van 15 mei 1846 op 's Rijks comptabiliteit kunnen op de volgende dienstjaren worden overgedragen de bij de afsluiting van het dienstjaar 1965 beschikbare gedeelten van het onder artikel 17-b (nieuw) van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken voor 1965 uitgetrokken krediet.

» Die overgedragen beschikbare gedeelten kunnen aangewend worden tot het dekken van uitgaven van dezelfde aard, ongeacht het dienstjaar waarop zij betrekking hebben. »

B. — TABELLEN.

Sectie I. — Binnenlandse Zaken.

HOOFDSTUK I. — UITGAVEN VAN ALGEMEEN BESTUUR.

Art. 17.

1. — In littera a) — Diverse bestuursuitgaven (de receptiekosten en de eventuele bezoldiging van hulppersoneel waarvan de plaats niet in het kader voorkomt inbegrepen) (blz. 7) :

Het krediet van :

« 300 000 frank »,

verhogen tot :

« 500 000 frank ».

(Vermeerdering met 200 000 frank.)

2. — Een littera b (nieuw) invoegen, die luidt als volgt :

« b) Diverse bestuurs- en retributieuitgaven, te betalen aan andere ministeriële departementen of instellingen, in verband met de plichten en verbintenissen die voortvloeien uit de toepassing van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden. »

Aangevraagd krediet : 2 800 000 frank.

HOOFDSTUK IV. — ANDERE UITGAVEN.

Art. 28. — Lopende uitgaven :

Een littera 18 (nieuw) invoegen, die luidt als volgt :

« 18. Allerhande uitgaven in verband met het ten laste nemen door de Civiele Bescherming van de gewetensbezwaarden, te weten : de inschrijving, de soldij, de voeding, de uitrusting, de reiskosten, de kosten voor geneeskundige verzorging en de kosten voor vrijetijdsbesteding van een honderdtal gewetensbezwaarden in de mobiele kolonnes. »

Aangevraagd krediet : 3 500 000 frank.

JUSTIFICATION.

La loi du 3 juin 1964 portant statut des objecteurs de conscience, publiée au *Moniteur belge* du 19 juin 1964, prévoit à son article 18 que les objecteurs qui refusent l'accomplissement de tout service militaire sont affectés à un service d'intervention de la Protection civile, placée sous la direction du Ministre de l'Intérieur.

Il en résulte qu'une catégorie de miliciens va devoir effectuer à la Protection civile un service d'une durée supérieure d'un an à celle du service militaire, soit un total de vingt-quatre mois.

La loi du 3 juin 1964 étant entrée en vigueur le 29 juin 1964, le premier contingent sera appelé au service en 1965.

Ce nouveau texte légal crée pour le département de l'Intérieur de sérieux problèmes d'organisation et de fonctionnement et nécessite l'inscription de crédits nouveaux destinés à faire face aux nouvelles obligations légales mises à charge du département.

Le cadre actuel de la Protection civile ne permettant pas de faire face aux activités nouvelles qui lui sont imposées, il convient au départ de prévoir au moins deux fonctions nouvelles pour lesquelles des connaissances spéciales en matière de milice seront indispensables.

Un crédit de 200 000 francs est sollicité à cet effet à charge de l'article 17-a.

Le Conseil de l'Objection, le Service de santé administratif et le département de la Défense nationale étant appelés à intervenir et à effectuer des dépenses dont la charge incombe au Ministère de l'Intérieur, une somme de 2 800 000 francs est sollicitée à l'article 17-b (nouveau) afin de permettre au département d'effectuer le remboursement de ces dépenses.

Etant donné que les départements de la Justice, de la Santé publique et de la Famille et de la Défense nationale ne seront vraisemblablement pas en mesure de faire connaître le montant exact des sommes qui leur sont dues avant la clôture de l'exercice en cours, il est indispensable d'insérer dans le texte du projet de loi un article 3bis permettant de reporter les disponibles que laissera à la clôture de l'exercice 1965, le crédit prévu à l'article 17-b (nouveau).

Enfin, dès que les objecteurs auront été enrôlés, il faudra faire face aux problèmes du logement, de la solde, de l'uniforme, de l'équipement, de l'entretien, de la nourriture, des frais médicaux, des frais de déplacement pour les congés, de l'aménagement des locaux, du matériel didactique nécessaire à l'instruction et à la formation, etc.

Compte tenu des renseignements fournis par le Ministère de la Défense nationale concernant la moyenne du coût de la vie d'un milicien, il est apparu nécessaire de solliciter un crédit de 3 500 000 francs à charge de l'article 28-18 (nouveau).

Section II. — Fonction publique.

CHAPITRE I. — DEPENSES D'ADMINISTRATION GENERALE.

§ 2. Dépenses de matériel et autres dépenses de fonctionnement.

Art. 19. — Autres dépenses exceptionnelles (p. 14) :

4. Crédit provisionnel destiné au recrutement de personnel pour l'ensemble des ministères dans les limites des cadres fixés.

Compléter ce texte par ce qui suit :

« Ce crédit peut être transféré par arrêté royal et suivant les nécessités, aux articles relatifs aux rémunérations figurant dans les budgets des divers départements ministériels. »

JUSTIFICATION.

Cette disposition est nécessaire pour permettre le transfert du crédit en question conformément aux mesures prévues au programme justificatif fourni à l'appui de l'article 19-4.

VERANTWOORDING.

De wet van 3 juni 1964, houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 juni 1964, bepaalt in artikel 18 dat de gewetensbezwaarden die het vervullen van elke militaire dienst weigeren, aangewezen worden voor een interventiedienst van de Civiele Bescherming, geplaatst onder de leiding van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Daaruit volgt dat een categorie dienstplichtigen in de Civiele Bescherming een dienst van één jaar langer zal moeten uitvoeren dan de militaire, hetzij een totaal van vierentwintig maanden.

Daar de wet van 3 juni 1964 van kracht geworden is op 29 juni 1964, zal het eerste contingent opgeroepen worden in 1965.

Deze nieuwe wettekst plaatst het departement van Binnenlandse Zaken voor ernstige problemen van organisatie en werking en vergt de inschrijving van nieuwe kredieten om het hoofd te kunnen bieden aan de nieuwe aan het departement opgelegde wettelijke verplichtingen.

Aangezien het huidige kader van de Civiele Bescherming het niet mogelijk maakt het hoofd te bieden aan deze nieuwe haar opgelegde activiteiten, past het van in den beginne te voorzien in twee nieuwe functies, waarvoor bijzondere kennis vereist is inzake militiaangelegenheden.

Een krediet van 200 000 frank wordt hiertoe aangevraagd op artikel 17-a.

Aangezien de Raad van Gewetensbezwaarden, de Administratieve Gezondheidsdienst en het departement van Landsverdediging geroepen zijn zich met dat probleem bezig te houden en uitgaven te doen, die ten laste vallen van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, wordt een bedrag van 2 800 000 frank aangevraagd op artikel 17-b (nieuw), om het departement in staat te stellen deze uitgaven terug te betalen.

De departementen van Justitie, van Volksgezondheid en van het Gezin, en van Landsverdediging zullen heel waarschijnlijk niet bij machte zijn het juiste bedrag bekend te maken van de hun verschuldigde sommen voor de sluiting van het lopende dienstjaar; het is derhalve onontbeerlijk in de tekst van het wetsontwerp een artikel 3bis in te voegen, waarbij de bij de afsluiting van het dienstjaar 1965 beschikbare gedeelten van het onder artikel 17-b (nieuw) uitgetrokken krediet kunnen overgedragen worden.

Ten slotte, van zodra de gewetensbezwaarden ingelijfd zijn, dient het hoofd geboden te worden aan de problemen van de huisvesting, de soldij, de uniform, de uitrusting, de geneeskundige zorgen, de kosten voor de verplaatsing tijdens het verlof, de inrichting der lokalen, het lesmaterieel voor de instructie en de vorming, enz.

Gezien de door het Ministerie van Landsverdediging verstrekte inlichtingen betreffende de gemiddelde kostprijs voor het levensonderhoud van een dienstplichtige, bleek het noodzakelijk een krediet van 3 500 000 frank aan te vragen op artikel 28-18 (nieuw).

Sectie II. — Openbaar Aimb.

HOOFDSTUK I. — UITGAVEN VAN ALGEMEEN BESTUUR.

§ 2. Uitgaven voor materiële behoeften en andere werkingsuitgaven.

Art. 19. — Andere uitzonderingsuitgaven (blz. 15) :

4. Provisioneel krediet bestemd voor de aanwerving van personeel voor alle ministeries binnen de perken van de vastgelegde kaders.

Die tekst aanvullen met wat volgt :

« Dit krediet mag, bij koninklijk besluit en in de mate van de noodwendigheden, worden overgebracht op de artikelen betreffende de bezoldigingen die in de begrotingen van de verschillende ministeriële departementen voorkomen. »

VERANTWOORDING.

Deze bepaling is nodig om de overdracht van bedoeld krediet mogelijk te maken overeenkomstig de maatregelen die zijn opgenomen in het tot staving van artikel 19-4 verstrekte verantwoordingsprogramma.